

**ANALYSE DES CONSEQUENCES DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES
DE LA CEDEAO EN 2022 : Examens de l'endettement et de la stabilité
macroéconomique du Mali**

**ANALYSIS OF THE CONSEQUENCES OF ECOWAS ECONOMIC
SANCTIONS IN 2022: Examination of Indebtedness and Macroeconomic
Stability of Mali**

Etienne Fakaba Sissoko

Université des Sciences Sociales et de Gestion du Mali (USSG)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales du Mali (CRAPES MALI)
etienne@crapes.net

Khalid DEMBELE

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales du Mali (CRAPES MALI)
Institut des Techniques Économiques, Comptables et Commerciales (INTEC-SUP)
k.dembele@crapes.net

Date de soumission : 29/10/2023

Date d'acceptation : 09/12/2023

Pour citer cet article :

SISSOKO. E.F. & K. DEMBELE. (2023) « ANALYSE DES CONSEQUENCES DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES DE LA CEDEAO EN 2022 : Examens de l'endettement et de la stabilité macroéconomique du Mali, Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume: 4 Numéro : 12 » pp :165 - 182.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



RESUME :

Cet article évalue l'impact des sanctions économiques de la CEDEAO de 2022 sur la stabilité macroéconomique et l'endettement du Mali entre 2016 et 2023. Utilisant une méthodologie analytique rigoureuse et des sources variées dont la Loi de Finance de 2024, nous avons examiné les conséquences de ces sanctions sur l'économie malienne. Nous constatons une augmentation significative de la dette publique, passant de 35,9% du PIB en 2016 à 52,0% en 2021, exacerbée par une hausse de la dette interne. Les sanctions ont empêché le Mali de respecter les critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO, nécessitant une réévaluation des approches régionales en gestion de crise. Nous proposons des recommandations pour renforcer la résilience économique du Mali et minimiser les impacts de futures sanctions. Notre étude souligne l'importance de repenser l'efficacité des sanctions comme outil de politique étrangère et l'urgence de stimuler les investissements pour améliorer la stabilité macroéconomique. Ces découvertes offrent des perspectives cruciales pour les décideurs et les acteurs économiques de la région ouest-africaine.

Mots clés : Sanctions Économiques de la CEDEAO ; Endettement du Mali ; Stabilité Macroéconomique ; Critères de Convergence UEMOA ; Résilience Économique du Mali.

ABSTRACT:

This article assesses the impact of ECOWAS's 2022 economic sanctions on the macroeconomic stability and indebtedness of Mali from 2016 to 2023. Using a rigorous analytical methodology and diverse sources including the 2024 Finance Law, we examined the consequences of these sanctions on the Malian economy. We observe a significant increase in public debt, rising from 35.9% of GDP in 2016 to 52.0% in 2021, exacerbated by a rise in internal debt. The sanctions have prevented Mali from meeting the convergence criteria of WAEMU and ECOWAS, necessitating a reevaluation of regional approaches to crisis management. We propose recommendations to strengthen Mali's economic resilience and minimize the impacts of future sanctions. Our study highlights the importance of rethinking the effectiveness of sanctions as a tool of foreign policy and the urgency of stimulating investments to enhance macroeconomic stability. These findings offer crucial perspectives for policymakers and economic stakeholders in the West African region.

Keywords: ECOWAS Economic Sanctions; Mali's Debt; Macroeconomic Stability; WAEMU Convergence Criteria; Mali's Economic Resilience.

Introduction :

Depuis plus d'une décennie, le Mali est plongé dans une série de crises diversifiées. L'année 2020, pivot de notre analyse, s'est distinguée par l'expiration du mandat des membres de l'Assemblée nationale, créant un potentiel vide institutionnel. En réponse, l'ancien Président de la République, Ibrahim Boubacar KEITA, s'est appuyé sur les conclusions du Dialogue National Inclusif pour organiser les élections législatives en avril 2020, malgré les vives critiques de l'opposition et une situation sécuritaire préoccupante. Les élections se sont déroulées, mais la proclamation des résultats a déclenché des manifestations violentes, exacerbant la crise sociopolitique déjà présente depuis l'élection présidentielle de 2018 (Sissoko, E.F. 2023).

La situation s'est intensifiée avec la mutinerie militaire du 18 août 2020, rapidement transformée en coup d'État, le quatrième dans l'histoire du Mali. Cela a mené à l'arrestation et à la démission du président, à la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale, et à l'émergence d'une junte militaire au pouvoir. La réaction de la CEDEAO a été rapide, demandant une transition vers un gouvernement civil avant le 15 septembre 2020.

À la suite des concertations nationales, une charte de transition a été établie, prévoyant une transition de 18 mois. Cependant, les tensions politiques et sécuritaires persistaient, culminant avec l'arrestation du Président de la Transition Bah N'Daw et du Premier ministre Moctar Ouane en mai 2021 et la montée au pouvoir du Colonel Assimi Goïta. Ces événements ont marqué le début d'une nouvelle phase de transition, soulignant les défis de gouvernance persistants et les tensions avec les institutions régionales.

La CEDEAO et l'UEMOA ont réagi en imposant des sanctions économiques au Mali¹, entraînant des conséquences considérables sur l'économie et l'endettement du pays (RTDP, 2023). La croissance économique a chuté à 3,7% en 2022, l'inflation a atteint un record de 9,7%, et l'endettement a dépassé les 50% du PIB (PLF, 2024). Le chômage reste élevé, particulièrement parmi les femmes et en milieu rural, bien que le PIB nominal ait connu une croissance constante.

¹ Il s'agit de la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Mali ; la suspension de toutes les transactions commerciales entre les pays de la CEDEAO et le Mali, à l'exception des produits suivants : biens de consommation essentiels, produits pharmaceutiques, les fournitures et équipements médicaux, y compris le matériel pour le contrôle de la COVID-19, les produits pétroliers et l'électricité ; le gel des avoirs de la République du Mali dans les Banques Centrales et Commerciales de la CEDEAO ; la suspension du Mali de toute aide financière des institutions financières de la CEDEAO (BIDC et BOAD).

Dans ce contexte, comment les sanctions économiques imposées par la CEDEAO et l'UEMOA ont-elles influencé la stabilité macroéconomique et la dynamique d'endettement du Mali ? Quelles sont les implications de ces sanctions pour la gouvernance, la croissance économique, et l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ?

Cette étude vise à analyser l'impact de ces sanctions sur l'endettement et la stabilité macroéconomique du Mali, en mettant en lumière les défis politiques et économiques de la région. Dans un premier temps, nous explorerons les complexités de la situation politique malienne, avant d'évaluer les implications des interventions régionales. Par la suite, nous examinerons en détail l'impact des sanctions économiques sur les critères de convergence économique de la sous-région. Enfin, nous concluons avec des recommandations stratégiques pour les décideurs politiques, les institutions régionales et internationales, ainsi que pour les acteurs du développement engagés dans la région.

1. Cadre conceptuel et hypothèses de recherche

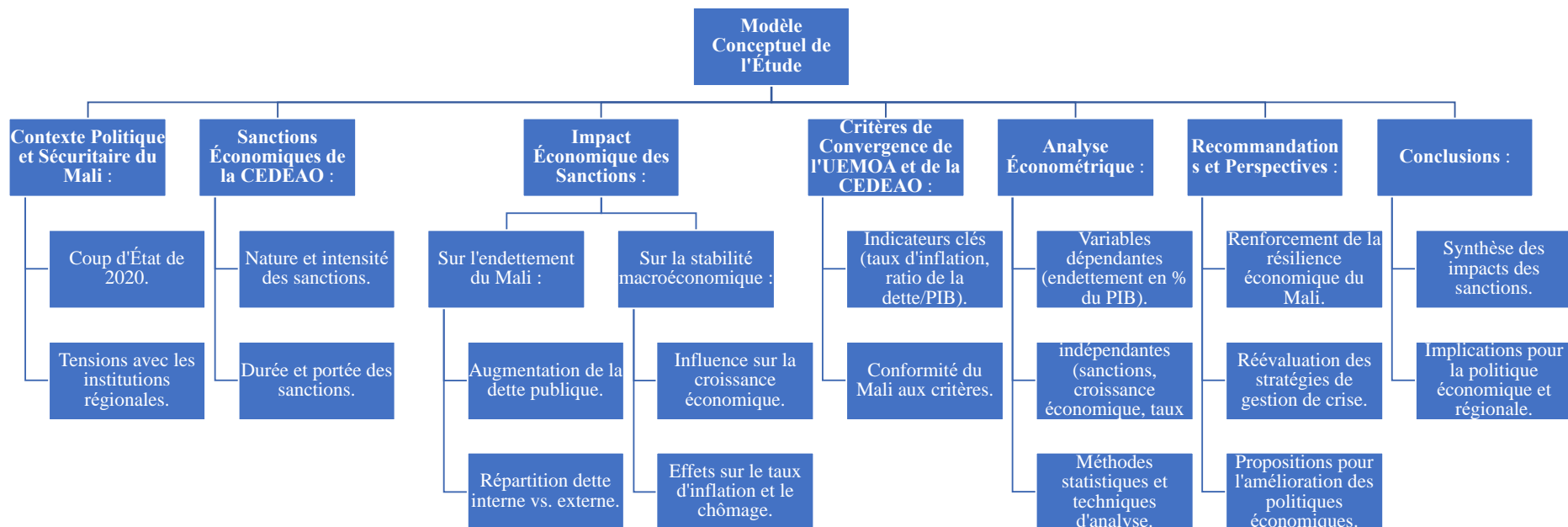
1.1. Hypothèses de recherche

La présente étude s'ancre dans un cadre conceptuel analysant les interactions entre les sanctions économiques de la CEDEAO, l'endettement, et la stabilité macroéconomique du Mali de 2020 à 2023. Nous nous appuyons sur la Loi de Finance de 2024 pour éclairer notre analyse.

- ☞ **H (1)** : Les sanctions économiques de la CEDEAO auraient exercé un impact négatif significatif sur la stabilité macroéconomique du Mali. Cette hypothèse postule que la mise en place des sanctions aurait contribué à des perturbations économiques telles que la réduction de la croissance économique, l'augmentation de l'inflation et la déstabilisation des marchés financiers.
- ☞ **H (2)** : Les sanctions de la CEDEAO auraient contribué à une augmentation du niveau d'endettement du Mali, ainsi qu'à une complexification des conditions d'emprunt, avec des taux d'intérêt potentiellement accrus. Cette hypothèse suggère que les sanctions auraient affecté la capacité du Mali à accéder aux financements internationaux et augmenté sa dépendance à l'égard de sources de financement plus coûteuses.

☞ **H (3)** : Les répercussions des sanctions économiques auraient entravé la capacité du Mali à respecter les critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO. L'hypothèse avance que les sanctions, en déstabilisant l'économie malienne, auraient rendu plus difficile pour le pays de respecter les normes et indicateurs économiques fixés par ces organisations régionales.

1.2. Modèle Conceptuel de l'étude



Source : Auteurs

2. Cadre Théorique et Revue de la Littérature

2.1. Revue de la Littérature

Les sanctions économiques, initialement conçues pour induire un changement politique, ont souvent des répercussions économiques significatives, exacerbant les défis existants relatifs à l'endettement et à la stabilité macroéconomique. La littérature en politique économique, notamment les travaux de Barro (1990), établit clairement qu'un endettement accru et des fluctuations macroéconomiques peuvent entraver la croissance économique, intensifier la pauvreté et réduire la capacité d'un pays à atteindre ses objectifs de développement durable. En ce qui concerne le Mali, l'analyse de ces indicateurs tend à confirmer cette tendance, avec une augmentation de l'encours de la dette malienne, passant de 35,9 % du PIB en 2016 à 50,6 % du PIB en 2021.

Le Mali continue de faire face à des obstacles croissants dans sa quête pour attirer des investisseurs, malgré ses efforts pour mobiliser des fonds sur le marché financier international. En septembre 2024, plusieurs tentatives d'émission de bons et d'obligations du Trésor se sont soldées par des échecs, mettant en lumière les difficultés économiques persistantes du pays (Sissoko, E.F. 2023). Les charges de trésorerie de l'État malien, évaluées à 826 440 747 502 FCFA pour 2024, reflètent ces difficultés, avec une augmentation des engagements de remboursement de l'État.

En 2024, la dette intérieure connaît une augmentation modeste, tandis que la dette extérieure enregistre une hausse plus significative. Cette tendance indique une croissance plus rapide de la dette extérieure par rapport à la dette intérieure, suggérant une dépendance accrue du Mali vis-à-vis des financements extérieurs (PLF, 2024). Les autres charges de trésorerie, notamment les retraits sur les comptes des correspondants, restent stables pour les deux années. Ces éléments ont également un impact sur la conformité du Mali aux critères de convergence économique établis par les institutions régionales (Diallo, S.S. 2022). En 2024, le Mali devrait respecter deux critères de convergence parmi ceux qui lui sont applicables.

2.2. Cadre Théorique

La modélisation des sanctions économiques a été largement étudiée à travers divers cadres théoriques. Le modèle de jeu, notamment le "jeu de la poule mouillée" de John von Neumann et Oskar Morgenstern (1944), est fréquemment utilisé pour analyser les interactions stratégiques liées à l'imposition de sanctions. L'analyse coûts-bénéfices et la théorie du signal sont d'autres cadres théoriques pertinents dans ce domaine. Les études dans la zone euro, notamment celles de Mongelli (2002) et Rodríguez-Pose et von Berlepsch (2014), offrent des éclairages sur les

dynamiques de convergence économique, bien que le contexte du Mali et de la CEDEAO soit différent. L'étude de Mayes et Kanniainen (1995) explore l'impact des critères de convergence sur la stabilité macroéconomique dans l'Union européenne, offrant des parallèles intéressants pour le Mali et l'UEMOA.

Les recherches spécifiques à la zone UEMOA sont cruciales pour analyser l'impact des sanctions économiques de la CEDEAO sur le Mali, apportant un contexte régional précis et des insights sur les dynamiques économiques spécifiques à la région (DIALLO S.S., 2022). Les exemples historiques tels que les sanctions contre l'Iran, la Russie et le Zimbabwe fournissent des enseignements précieux pour comprendre l'impact potentiel des sanctions de la CEDEAO sur le Mali (Ferreira. 2009).

Dans le contexte actuel de 2024, notre étude montre que le Mali respectera deux des cinq critères de convergence de l'UEMOA. Les non-conformités observées sont principalement dues aux impacts combinés des crises sanitaire, sociale et sécuritaire (Sissoko, E.F., 2023).

2.3. Relevance académique et pratique de l'étude

Sur le plan académique, cette étude contribue à enrichir la littérature existante sur les interactions entre la politique, l'économie et les initiatives régionales en Afrique de l'Ouest. Elle offre une analyse détaillée des sanctions économiques en tant que mécanisme de politique étrangère, ainsi que de leur impact sur les indicateurs macroéconomiques dans un contexte post-coup d'État. L'examen des implications des sanctions permet également une compréhension plus fine des dynamiques politico-économiques régionales et des mécanismes d'ajustement macroéconomique face à des chocs politiques et économiques.

Sur le plan pratique, l'étude fournit des insights précieux pour les décideurs politiques, les institutions régionales et internationales, ainsi que les acteurs du développement. Elle offre des perspectives sur les réponses politiques et économiques potentielles susceptibles d'atténuer les effets négatifs des sanctions, de promouvoir la stabilité macroéconomique et de progresser vers les objectifs de convergence économique. En outre, les résultats de cette analyse pourraient servir de base pour l'élaboration de politiques et la prise de décisions éclairées, contribuant ainsi à créer un environnement plus favorable à la reprise économique et à la stabilité politique, tant au Mali que dans l'ensemble de la région ouest-africaine.

3. Méthodologie

3.1. Collecte de données et sources

Les données pour cette recherche ont été collectées auprès de sources diversifiées, incluant les bases de données de la Banque mondiale et divers documents gouvernementaux maliens (le

bulletin statistique de la dette publique du Mali au 1^{er} semestre 2023, le rapport sur la situation d'exécution du budget d'État au 30 juin 2023, la note de présentation du Mali 2024, et le projet de Loi des Finances de 2024). Des indicateurs macroéconomiques clés, tels que le PIB, le taux d'inflation, le taux de chômage, et les niveaux d'endettement, ont été collectés pour la période 2016-2023 afin d'analyser les tendances avant et après l'imposition des sanctions économiques.

3.2. Méthodes statistiques et économétriques

Pour évaluer l'impact des sanctions de 2022 sur l'endettement du Mali, nous adoptons une approche économétrique. La variable dépendante de notre modèle est le niveau d'endettement du Mali ($DEBT_t$), tandis que la variable principale d'intérêt est l'intensité ou la présence de sanctions ($SANCTION_t$). Les variables de contrôle incluent la croissance économique, le taux d'intérêt, les dépenses gouvernementales, les revenus d'exportation, l'aide étrangère, et les facteurs mondiaux, ainsi que la stabilité politique.

Pour analyser l'impact des sanctions de 2022 sur le niveau d'endettement du Mali, nous utiliserons une approche économétrique structurée comme suit :

$$DEBT_t = \beta_0 FBCF_t + \beta_1 Popactive_t + \beta_2 Inf_t + \varepsilon_t$$

$DEBT_t$ = dette en pourcentage de PIB, variable endogène

$FBCF_t$

= formation brute du capital fixe en pourcentage du PIB avec son paramètre, variable exogène

$Popactive_t$ = Population active, variable exogène

Inf_t = Inflation avec son paramètre, variable de contrôle

ε_t = l'erreur

Les tests de causalité de Granger ont été utilisés pour examiner les relations de cause à effet entre les variables, et des régressions linéaires ont été mises en œuvre afin de quantifier l'impact des sanctions sur les indicateurs macroéconomiques. L'analyse de séries temporelles a permis d'évaluer les tendances et les cycles des données au fil du temps. Afin d'isoler les effets des sanctions économiques des autres facteurs influençant l'endettement et la stabilité macroéconomique au Mali, nous avons recours à des techniques de décomposition. Les données ont par la suite été analysées via le logiciel statistique Stata, et les résultats ont été interprétés en tenant compte des dynamiques régionales et nationales.

4. Analyse des Résultats et Discussions

4.1. Analyse des Résultats

4.1.1. Analyse de l'évolution des tendances

Entre 2016 et 2020, la structure de la dette du Mali a subi d'importantes fluctuations, avec la dette externe représentant en moyenne 66,4% de la dette totale. Cependant, en 2021, une légère diminution a été observée, la dette externe ne constituant plus que 58,8% du total. Cette tendance marque un changement potentiel dans la stratégie de financement du pays. Parallèlement, un contraste frappant se manifeste dans la dynamique de la dette interne, qui a connu une croissance rapide de 93,13%, passant de 912,5 milliards de FCFA en 2016 à 1 763,3 milliards de FCFA en 2020. Cette augmentation souligne une dépendance croissante à l'égard des financements internes, probablement renforcée par les restrictions liées aux sanctions économiques.

Au cours du premier semestre de 2023, la dette publique a augmenté de 5,69%, principalement due à une hausse significative de 8,20% de la dette interne, contrastant avec une croissance plus modeste de 3,77% de la dette externe. Cette tendance met en évidence une pression financière accrue sur le pays. En 2024, le Mali atteint un point crucial, affichant une conformité partielle aux critères de convergence de la CEDEAO et de l'UEMOA, des indicateurs clés pour la stabilité économique et monétaire et l'intégration régionale.

Tableau 1 : Évolution de la dette du Mali en % du PIB de 2016 à 2024 (P)

Année	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024(P)
Dette en % du PIB	35,90	35,50	36,90	40,60	47,30	52,00	50,40	50,70	51,40
Dette totale (en milliards de F CFA)	2 986, 4	3 167,7	3 496,9	4 106,0	4 757,0	5 521,8	5919	6256	-

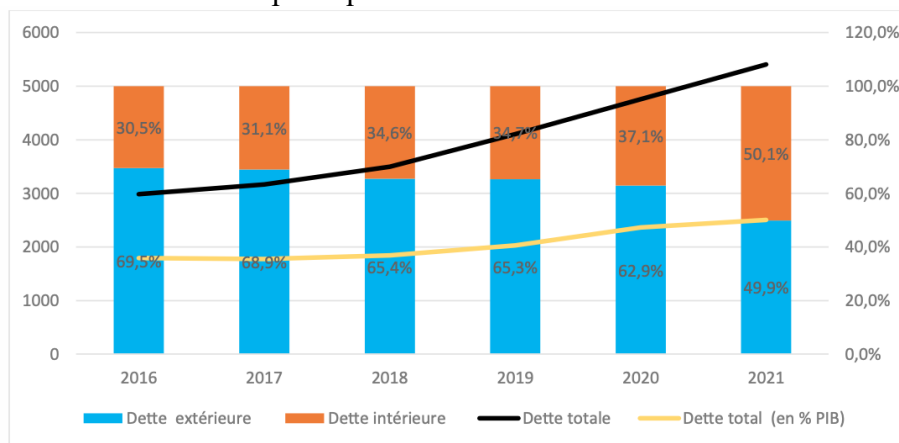
Source : Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales du Mali (2023)

L'examen du profil de remboursement de la dette révèle que plus de la moitié de la dette interne doit être remboursée dans les trois années à venir, ce qui implique une pression imminente sur les finances publiques. À l'opposé, la dette externe présente un calendrier de remboursement étalé, indiquant une structure de financement plus concessive. Entre 2016 et 2020, le montant de la dette externe à rembourser a augmenté de 66,6%, avec une hausse supplémentaire de 10,9% en 2021. En ce qui concerne l'année 2023, le Mali prévoit d'émettre des titres financiers pour un montant total de 1409 milliards de FCFA, en comparaison aux 1766 milliards de FCFA générés par les recettes internes en 2022.

Concernant l'année 2024, le montant global de la dette prévu pour le remboursement du principal s'élève à 808,586 milliards de Francs CFA, dont 612,815 milliards pour la dette

intérieure et 195,771 milliards pour la dette extérieure. Les charges de trésorerie pour 2024 sont estimées à 826,441 milliards de Francs CFA, en hausse de 35,807 milliards par rapport à l'année précédente, ce qui représente une croissance de 4,53%. Cette augmentation est principalement due au remboursement des emprunts intérieurs et extérieurs, avec une hausse particulièrement notable de 12,31% pour la dette extérieure. Face à cet endettement, le gouvernement malien s'efforce de maintenir un niveau d'endettement soutenable tout en recherchant des financements à coût réduit pour ses projets de développement.

Figure 1 : Évolution de la dette publique du Mali de 2016 à 2021



Source : DGDP

4.1.2. Analyse de la conformité aux critères de convergence de l'UEMOA

La croissance économique du Mali a fortement ralenti, chutant à 0,9% en 2020, principalement en raison des crises sanitaire, sociale et sécuritaire, avec un impact notable sur l'énorme secteur informel du pays. Bien que l'inflation devrait se stabiliser à 2,5% en 2024, la vigilance reste de mise à la suite d'un pic à 9,7% en 2022 consécutive aux sanctions économiques de la CEDEAO. Le déficit budgétaire se maintient à -4,4% du PIB, nécessitant une surveillance accrue de la dette publique. Malgré une diminution du taux de chômage, la participation de la population active est en baisse. En comparaison régionale, le Mali devrait respecter les critères de convergence de l'UEMOA concernant l'inflation et le niveau d'endettement en 2024, mais des retards sont observés dans d'autres domaines clés, soulignant le besoin urgent de réformes et d'actions correctives pour assurer la conformité aux normes régionales.

4.1.3. Résultats économétriques

Variables	Coefficients
FBCFPIB	-2.176941**
POPACTIVE	-1.061137***
INFLATION	0,586573
CONSTANT	151.2256
OBSERVATION	24

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : Estimations réalisées par les auteurs

D'après les résultats que nous avons obtenus, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

FBCF en % du PIB : La variable représentant la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) en pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB) est significative, avec une p-value de 0,024, ce qui est inférieur au seuil de 5 %. Le coefficient négatif associé à cette variable indique qu'une augmentation de la FBCF en pourcentage du PIB tend à entraîner une diminution de la dette en pourcentage du PIB. Ce constat confirme l'idée qu'un accroissement des investissements, en particulier ceux qui sont productifs, contribue à améliorer la productivité globale de l'économie, renforçant ainsi la capacité de l'État à gérer ses engagements financiers (Kumar, M., & Woo, J. 2010). Cette analyse renforce l'argument en faveur d'une meilleure allocation des investissements pour garantir la soutenabilité de la dette. Cependant, il est important de noter que, selon nos analyses de la période d'estimation, cette allocation optimale n'a pas été réalisée. Les données d'investissements ne sont que de 7% au second semestre de 2023 (Rapport Trimestriel d'Exécution du Budget, 2023).

Population active : La variable relative à la population active est aussi significative, avec une p-value de 0,002. Le coefficient négatif suggère qu'une augmentation de la population active est associée à une baisse de la dette en pourcentage du PIB. Ceci implique qu'un accroissement de la population active peut augmenter la capacité productive de l'État, favorisant ainsi l'emploi, la production, l'augmentation du pouvoir d'achat, la consommation et, par conséquent, la croissance économique.

Inflation : La variable inflation n'est pas statistiquement significative pour expliquer la variation de la dette en pourcentage du PIB, avec une p-value supérieure à 5 %. De plus, son intervalle de confiance inclut le zéro, indiquant que l'impact de l'inflation sur la dette en pourcentage du PIB n'est pas déterminant. Cela peut s'expliquer par la différence dans la nature

temporelle des deux variables : alors que l'inflation peut être considérée comme un phénomène conjoncturel, la dette est de nature structurelle. Ainsi, l'effet de l'inflation sur la dette dépend plus du moment où la dette est remboursée que d'un impact global et continu dans le temps (Minéa, A., & Patent, A. (2012).

4.2. Comparaison avec les autres pays de l'UEMOA

Après la levée des sanctions, le Mali a connu une croissance rapide de son endettement, se démarquant des autres pays de l'UEMOA qui ont maintenu des niveaux d'endettement stables. Les sanctions ont exacerbé la situation financière du Mali, augmentant sa vulnérabilité par rapport à ses voisins. En 2021, l'endettement du Mali représentait environ 52,0% du PIB, bien au-dessus de la moyenne de l'UEMOA, soulignant l'impact significatif des sanctions économiques. Bien que le ratio service de la dette extérieure/exportations du Mali soit modéré comparativement à certains pays de la région (Sénégal, 20%, ou la Côte d'Ivoire (8,9%), il reste supérieur à la moyenne de l'UEMOA, mettant en évidence la pression sur les ressources issues des exportations pour le service de la dette. De plus, le ratio Service de la Dette Extérieure/Recettes Fiscales indique une pression sur les ressources fiscales dédiées au service de la dette (9,1%). En conclusion, le Mali a été particulièrement affecté par les sanctions économiques, entraînant une augmentation rapide de son endettement et soulignant les défis auxquels le pays est confronté en matière de soutenabilité de la dette.

4.3. Implications Politiques et Économiques

La FBCF en pourcentage du PIB et la population active ont un impact significatif sur la dette en pourcentage du PIB, tendant à la réduire. Cependant, l'inflation ne semble pas jouer un rôle significatif dans ce contexte. Ces résultats nécessitent une interprétation prudente, en prenant en compte le contexte économique spécifique, la période d'étude (comme la période de transition politique actuel du pays ou la veille d'élection présidentielle en 2024), et d'autres facteurs externes qui pourraient influencer ces relations. Il faut à nouveau préciser que c'est en 2026 que plus de 50% de la dette actuelle du Mali arrive à maturité. Notre analyse de l'impact des sanctions économiques imposées par la CEDEAO en 2022 sur l'endettement et la stabilité macroéconomique du Mali a été réalisée dans un contexte marqué par une augmentation des tensions, le retrait des investisseurs étrangers, les répercussions de la COVID-19, et une transition politique, une reprise des hostilités entre les Forces Armées Maliennes (FAMA) et les groupes armés réunis au sein du CSP (Sissoko. E.F., 2023). Les résultats suggèrent que pour renforcer la stabilité macroéconomique, le Mali devrait se concentrer sur la stimulation des

investissements et l'exploitation de son potentiel démographique, tout en cherchant des solutions aux problèmes de sécurité et aux crises politiques.

4.4. Les limites de l'étude et perspectives :

L'étude sur les sanctions économiques de la CEDEAO au Mali en 2022, bien qu'instructive, a des limites notables. La signification des variables de contrôle telles que la situation sécuritaire et l'instabilité politique, montre la complexité de déterminer l'impact réel des sanctions sur l'endettement. Les données incomplètes et parfois peu fiables compliquent davantage l'analyse. Pour l'avenir, il serait utile d'explorer les effets à long terme des sanctions et de considérer d'autres stratégies pour atténuer leurs impacts négatifs. Une comparaison régionale plus approfondie pourrait aussi offrir une meilleure compréhension des dynamiques en jeu.

Il faut également prendre en compte les échecs récents du Mali en matière de mobilisation de ressources sur les marchés et la réticence des investisseurs, ainsi que le manque de visibilité sur les investissements sécuritaires actuels du pays.

Cette étude offre un aperçu précieux, mais doit être considérée avec prudence, en tenant compte de ses limites pour une analyse complète de l'impact des sanctions économiques sur le Mali.

5. Synthèse des travaux et Conclusion

5.1. Synthèse des travaux

Dans notre étude, nous avons approfondi l'impact des sanctions économiques de la CEDEAO sur la dette et la stabilité macroéconomique du Mali de 2016 à 2023. Nous avons d'abord mis en contexte les crises politiques et sécuritaires récentes du Mali, y compris le coup d'État de 2020, soulignant leurs effets marqués sur l'économie nationale, en particulier une hausse significative de l'endettement public et des difficultés accrues pour répondre aux critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO.

Dans notre revue de la littérature, nous avons exploré les théories économiques relatives aux sanctions économiques, en nous appuyant sur des travaux clés et des études spécifiques à la zone UEMOA. Cette exploration a inclus l'examen de travaux antérieurs réalisés par des chercheurs dans ce domaine. Par exemple, les recherches de Barro (1990) et de Collier & Gunning (1997) ont été essentielles pour comprendre l'impact des politiques macroéconomiques et des crises politiques sur la croissance économique et la stabilité.

De même, l'analyse de Hansen (1996, 1999) et de Ferreira (2009) a fourni une perspective importante sur les effets de l'endettement public sur la croissance économique, en particulier dans le contexte des pays en développement et des économies émergentes. Ces études ont été complétées par des recherches spécifiques à la région de l'UEMOA, telles que celles

menées par Diallo (2022), offrant un aperçu des défis et des opportunités de convergence économique dans cette zone.

Notre méthodologie économétrique, analysant les données macroéconomiques du Mali, s'est concentrée sur la dette en pourcentage du PIB et a intégré des variables de contrôle telles que la croissance économique et le taux d'intérêt. Cette approche a été influencée par les techniques économétriques avancées telles que développées par Reinhart & Rogoff (2010) et Minéa & Patent (2012), qui ont mis en évidence les relations complexes entre la dette publique, la politique monétaire et la croissance économique.

En conclusion, notre étude a déterminé que les sanctions de la CEDEAO ont eu un impact négatif sur la capacité du Mali à respecter les critères de convergence économique, nécessitant une réévaluation des stratégies régionales de gestion de crises. Nous avons proposé des recommandations pour renforcer la résilience économique du Mali face aux sanctions futures et avons appelé à des actions concertées pour améliorer la situation économique du pays. Ce travail s'inscrit dans le sillage des études précédentes tout en apportant une perspective actualisée et spécifique à la situation malienne récente.

5.2. Conclusion

En conclusion, les sanctions économiques imposées par la CEDEAO en 2022 ont plongé le Mali dans une situation financière précaire, exacerbant son endettement et compliquant son adhésion aux critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO. L'analyse a mis en lumière les liens étroits entre la stabilité politique, les interventions régionales, et la performance économique, soulignant la nécessité impérieuse d'un cadre politique stable pour la prospérité économique et l'intégration régionale.

Pour remédier à cette situation, il est impératif que les leaders politiques maliens et régionaux s'engagent dans une démarche résolue pour résoudre les tensions politiques et restaurer la stabilité. Il est également essentiel de réviser les mesures de sanctions économiques en place, en mettant en œuvre des mécanismes de soutien pour accompagner le Mali dans la surmontée de ses défis économiques. Une coopération régionale renforcée, avec une coordination politique et économique améliorée, s'avérera cruciale pour atteindre les objectifs d'intégration régionale, tout en favorisant une stabilité macroéconomique et une réduction de l'endettement dans l'ensemble de la région.

Le Mali doit par ailleurs se concentrer sur le renforcement de sa résilience économique, en diversifiant son économie, en favorisant l'emploi formel, et en améliorant la gouvernance et la gestion des finances publiques. Une collaboration étroite avec les autres pays membres de la

CEDEAO et de l'UEMOA s'impose également, afin de trouver des solutions régionales aux défis communs, tout en œuvrant pour le rétablissement de la stabilité macroéconomique et financière.

Face à ces enjeux, le Mali se tient à la croisée des chemins en 2024. Il est donc essentiel de prendre des mesures énergiques et immédiates pour redresser la trajectoire économique du pays, assurer sa conformité aux critères de convergence, et instaurer un climat propice au développement économique durable et inclusif.

Annexe : Sortie de l'estimation entre la variable endogène et les variables exogènes.

```
. rreg dette_pib inflation fbcf_pib pop_active_

Huber iteration 1: maximum difference in weights = .72055
Huber iteration 2: maximum difference in weights = .16763692
Huber iteration 3: maximum difference in weights = .06221651
Huber iteration 4: maximum difference in weights = .005192
Biweight iteration 5: maximum difference in weights = .23792934
Biweight iteration 6: maximum difference in weights = .03836217
Biweight iteration 7: maximum difference in weights = .02230708
Biweight iteration 8: maximum difference in weights = .00479403

Robust regression               Number of obs   =           24
                               F( 3,          20) =           6.83
                               Prob > F              =           0.0024
```

dette_pib	Coefficient	Std. err.	t	P> t	[95% conf. interval]	
inflation	.5886573	.6673403	0.88	0.388	-.8033901	1.980705
fbcf_pib	-2.176941	.8883556	-2.45	0.024	-4.030018	-.3238636
pop_active_	-1.061137	.3040823	-3.49	0.002	-1.695441	-.4268323
_cons	151.2256	26.14853	5.78	0.000	96.6807	205.7705

Stata 16.1

Référence Bibliographique :

Barro, R. J. (1990). *Government spending in a simple model of endogenous growth*. Journal of Political Economy, 98(5), 103-125.

Checherita, C., & Rother, P. (2010). *The Impact of High and Growing Government Debt on Economic Growth: An Empirical Investigation for the Euro Area*. ECB Working Paper No. 1237.

Diallo, S. S. (2022). *Dette Publique et Investissement au Mali*. Revue Française d'Économie et de Gestion, 3(1), 99–119.

Ferreira. (2009). *Public debt and economic growth: A Granger causality panel data approach*. Technical University of Lisbon.

Hansen, B. (1996). *Inference when a Nuisance Parameter is not Identified under the Null Hypothesis*. Econometrica, 64, 413-430.

- Hansen, B. (1999). Threshold effects in non-dynamic panels: *Estimation, testing and inference*. *Journal of Econometrics*, 93, 345-368.
- Irons, J., & Bivens, J. (2010). *Government Debt and Growth: Overreaching Claims of Debt Threshold Suffer from Theoretical and Empirical Flaws*. Economic Policy Institute, EPI Briefing Paper No. 271.
- Kumar, M., & Woo, J. (2010). *Public Debt and Growth*. *IMF Working Paper*, 10/174.
- Ojo, O., & Oshikoya, T. (1995). Determinants of Long-Term Growth: Some African Results. *Journal of African Economies*, 4(2), 163-191.
- Patillo, C., Ricci, L., & Poirson, H. (2004). Dette Extérieure et Croissance Economique. Document de travail du FMI No. 04/15.
- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). *Growth in a Time of Debt*. *NBER Working Paper*, No. 15639.
- Rodríguez-Pose, A., & von Berlepsch, V. (2014). Social capital and individual happiness in Europe. *Journal of Happiness Studies: An Interdisciplinary Forum on Subjective Well-Being*, 15(2), 357–386. <https://doi.org/10.1007/s10902-013-9426-y>
- Sargent, Th., & Wallace, N. (1981). Some Unpleasant Monetarist Arithmetic. *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, Automne.
- SISSOKO, E.F. 2023. Les dynamiques du secteur privé malien : Les défis de la création, du développement et du financement des entreprises. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*. 6, 4 (Nov. 2023).

Livres

- Cairnes. (1874). *Some Leading Principles of Political Economy Newly Expounded*.
- Collier, P., & Gunning, J. W. (1997). *Explaining African Economic Performance*. *CSAE Working Paper Series 1997-02.2*, Centre for the Study of African Economies, University of Oxford.
- David G. Blanchflower & Andrew J. Oswald, 2013. *"Does High Home-Ownership Impair the Labor Market?"* NBER Working Papers 19079, National Bureau of Economic Research, Inc.
- Dorruci, E., Firpo, S., Fratzscher, M. and Mongelli, F.P. (2002) *European Integration: What Lessons for Other Regions? The Case of Latin America*. European Central Bank.
- Minéa, A., & Patent, A. (2012). *Is High Public Debt Always Harmful to Economic Growth? Reinhart and Rogoff and Some Complex Non Linearities*. Document de Recherche CERDI.
- Neumann, J. von, & Morgenstern, O. (1944). *Theory of Games and Economic Behavior*.

Sissoko, E. F., (2018). *Les Déterminants de la Croissance Économique du Mali*. Éditions Universitaires Européennes, 87.

Sissoko. E.F. (2023). *Propagande, Agitation, Harcèlement : La communication gouvernementale pendant la transition au Mali*, Le harmattan (2023).

Tanimoune, N. A., Plane, P., & Combes, J. L. (2005). *La Politique Budgétaire et ses Effets de Seuil sur l'Activité en Union Économique et Monétaire Ouest Africaine* (UEMOA).

Were, Maureen (2001): *The impact of external debt on economic growth in Kenya: An empirical assessment*, WIDER Discussion Paper, No. 2001/116, ISBN 9291900559, The United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), Helsinki.

Table des matières

Introduction :.....	167
1. Cadre conceptuel et hypothèses de recherche	168
1.1. Hypothèses de recherche	168
1.2. Modèle Conceptuel de l'étude	170
2. Cadre Théorique et Revue de la Littérature	171
2.1. Revue de la Littérature	171
2.2. Cadre Théorique	171
2.3. Relevance académique et pratique de l'étude	172
3. Méthodologie	172
3.1. Collecte de données et sources	172
3.2. Méthodes statistiques et économétriques	173
4. Analyse des Résultats et Discussions	174
4.1. Analyse des Résultats	174
4.1.1. Analyse de l'évolution des tendances	174
4.1.2. Analyse de la conformité aux critères de convergence de l'UEMOA	175
4.1.3. Résultats économétriques	176
4.2. Comparaison avec les autres pays de l'UEMOA	177
4.3. Implications Politiques et Économiques	177
4.4. Les limites de l'étude et perspectives :.....	178
5. Synthèse des travaux et Conclusion	178
5.1. Synthèse des travaux	178
5.2. Conclusion	179
Annexe : Sortie de l'estimation entre la variable endogène et les variables exogènes	180
Référence Bibliographique :.....	180